

Chapitre : Comment est structurée la société française ?

Introduction : Qu'est-ce que la structure sociale ?

La structure sociale est une manière, pour le sociologue, de représenter (« dessiner ») et de décrire la société : sa forme (ex : une pyramide), sa composition en groupes sociaux (les « pauvres », les « riches ») et les rapports que ces derniers entretiennent entre eux (conflictuels par exemple).

Ex : durant l'Ancien Régime (avant la Révolution française), la structure sociale reposait sur trois ordres (des groupes sociaux séparés les uns des autres) : la noblesse, le clergé et le tiers-état. Aujourd'hui la structure sociale n'est plus celle de l'Ancien Régime, l'intérêt de ce chapitre est d'analyser justement la structure sociale actuelle de la société française.

1^{ère} partie : La société française est structurée et hiérarchisée autour de plusieurs facteurs

A. La société française se structure autour de plusieurs facteurs

Les individus possèdent de nombreuses caractéristiques qui déterminent, en partie, leur manière de vivre, de se comporter, d'agir, ce qu'on peut nommer leur **mode de vie**. Ces **caractéristiques sociales**, aussi appelés **facteurs**, structurent la société française. Ils sont nombreux :

- L'**âge** (ou **position dans le cycle de vie**) : l'appartenance à une **classe d'âge** (les 18-25 ans) plutôt qu'à une autre (les 25-59 ans ou les + de 60 ans) va s'accompagner de style de vie, de manière d'agir différente. Que ce soient les goûts musicaux (préférer le rap au jazz ou préférer la musique classique), les manières de s'habiller, les loisirs, l'âge a un impact sur le mode de vie des individus.
- La **génération** : l'appartenance à une génération (ou cohorte) va s'accompagner de style de vie différents. La génération est un groupe d'individus nés la même année ou la même décennie (ex : la génération des individus nés en 1970, en 2000, les « millenials »...). Ils partagent des événements communs qui peuvent affecter leur style de vie (ex : les générations nées à partir des années 2000 sont nées avec de nouvelles technologies (téléphones portables). Ils peuvent avoir leurs références, leur vocabulaire propre. On le remarque en termes de prénom : chaque génération de parents choisit des prénoms qui sont également donnés par d'autres parents (ex : dans les années 1980 beaucoup de parents ont appelé leur fille Nathalie, en 2023 Emma est un des prénoms les plus donnés avec Louise et Ambre).
- Le **sexe** : l'appartenance à un sexe (homme ou femme) va aussi influencer le mode de vie. Certains sports (patinage, danse) et études (littéraires, langues) vont davantage être choisis par les femmes et que les hommes et inversement (rugby, métier d'ingénieur).
- Le **revenu** : le revenu comprend en réalité plusieurs revenus. Il y a les **revenus du travail** (le salaire perçu par les travailleurs), mais aussi les **revenus de la propriété** (les propriétaires perçoivent des loyers et des dividendes) et enfin les **revenus de transfert** (allocations chômage, pensions de retraite, minimas sociaux comme le RSA). Si on enlève les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations), on obtient le **revenu disponible**. On peut classer les individus selon leurs revenus (des plus pauvres aux plus riches). Le revenu influencera le mode de vie des individus tant dans leurs loisirs, que dans leur lieu de résidence, ou même le prénom donné aux enfants.
- La **composition du ménage** : le fait qu'un ménage se compose d'une famille avec deux parents avec enfants ou bien avec seulement un parent (famille monoparentale), ou encore d'une personne célibataire, cela va avoir un impact sur le mode de vie de l'individu et donc sur sa capacité à consommer (alimentation, vêtements, loisirs...). Pour tenir compte de cela, on divise le **revenu disponible** par le nombre d'unités de consommation dans le ménage (1 : pour un adulte, 0,5 pour le 2^{ème} adulte ainsi que pour les enfants de + de 14 ans et 0,3 pour ceux de moins de 14 ans). On obtient le **niveau de vie** qui permet d'ajuster le revenu disponible au nombre de personnes composant le ménage.
- Le **niveau de diplôme** : le fait de posséder un diplôme élevé plutôt qu'un faible niveau de diplôme va aussi influencer le mode de vie comme le fait d'aller au musée, au théâtre, à l'opéra, au cinéma (quel type de films y voit-on ?) ou bien le fait de posséder une ou plusieurs télévisions...

- Le **lieu d'habitation** (en milieu urbain, en banlieue d'une grande ville ou en milieu rural) affectera aussi le mode de vie des individus (ex : dépendance à la voiture, opportunités professionnelles).
- La **catégorie socio-professionnelle (CSP)** : il s'agit d'une catégorie statistique créée en 1954 par l'Insee afin de regrouper les travailleurs en plusieurs catégories. Pour classer les individus, les CSP reposent sur plusieurs critères : le **statut** (indépendant ou salarié), la **qualification** (niveau de diplôme), le **secteur** (primaire, secondaire ou tertiaire). A partir de ces critères, l'Insee a créé 6 CSP pour la population active : 1) les agriculteurs, 2) les artisans commerçants et chefs d'entreprise, 3) les cadres supérieurs, 4) les professions intermédiaires, 5) les ouvriers et 6) les employés. Appartenir à une CSP va influencer le mode de vie comme les loisirs, la consommation de certains produits.

Ces différents **facteurs structurent la société française** car l'appartenance à une de ces catégories va avoir un impact sur les manières de faire, de penser, d'agir des individus. Mais en plus de structurer la société française, ces **facteurs hiérarchisent la société**... Cela signifie que ces facteurs s'accompagnent d'inégalités.

B. La société française est hiérarchisée autour de plusieurs facteurs

Les différents facteurs vus précédemment hiérarchisent la société française dans le sens où ils s'accompagnent d'inégalités.

- Il existe ainsi des **inégalités socio-économiques selon l'âge** entre jeunes et plus âgés en termes d'insertion professionnelle. Les jeunes diplômés sont ainsi davantage touchés par le chômage que les 40-60 ans. De même ils ont moins de chances d'obtenir un contrat à durée indéterminée (CDI) et connaissent plus souvent des contrats brefs, instables : intérim, contrat à durée déterminée (CDD). Cela va avoir un impact sur leurs revenus et ils pourront être touchés par la pauvreté. Dans un autre registre, le pouvoir politique est inégalement réparti. Les jeunes étant sous-représentés dans le champ politique.
- Il existe ainsi des **inégalités socio-économiques selon la CSP** entre cadres et ouvriers. Les cadres ont des revenus et un niveau de vie plus élevés que les ouvriers. Dans un autre registre, l'espérance de vie des ouvriers est moins élevée que celle des cadres du fait de conditions de travail différentes (travail de nuit, travail en extérieur, risque). Enfin en matière de politique, les ouvriers sont nettement sous-représentés par rapport aux cadres supérieurs. On remarque également des inégalités entre les enfants d'ouvriers et les enfants de cadres en matière de résultats scolaires et de santé. Les enfants d'ouvriers sont davantage en difficulté à l'école et sont davantage touchés par l'obésité.
- Il existe ainsi des **inégalités socio-économiques selon le niveau de diplôme** entre les moins et les plus diplômés. Ainsi les plus diplômés s'insèrent mieux sur le marché du travail : ils seront moins touchés par le chômage, ils obtiendront un CDI plus rapidement tandis que les moins diplômés connaîtront davantage le chômage et les emplois précaires.
- Il existe ainsi des **inégalités socio-économiques selon le sexe** entre hommes et femmes. Il existe des inégalités salariales entre hommes et femmes qui peuvent s'expliquer par plusieurs raisons (plafond de verre pour les femmes, interruption de la carrière, investissement dans la sphère familiale, temps partiel plus important des femmes et discrimination).
- Il existe ainsi des **inégalités socio-économiques selon le lieu d'habitation** entre individus vivant d'une part en banlieue défavorisée, en territoires ruraux et d'autre part en milieu urbain. En effet certaines populations peuvent être éloignées des services publics (écoles, hôpitaux). De même certains territoires sont davantage touchés par le chômage et la pauvreté. Enfin les opportunités professionnelles ne seront pas les mêmes : selon son lieu d'habitation, un individu peut être discriminé à l'embauche.

C. La société française se compose de classes sociales

1. L'analyse des classes sociales selon K. Marx

Pour K. Marx, "L'*histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte de classes.*". En affirmant cela, il souligne que la lutte des classes a toujours été omniprésente au cours des siècles passés. Au XIXème siècle, K. Marx observe qu'une classe sociale (la bourgeoisie, ou les capitalistes) **en exploite une autre** (le prolétariat).

Qu'est-ce qui distingue un proléttaire d'un capitaliste ?

Ces deux classes sociales se distinguent par leur position dans le système de production. La bourgeoisie possède les **moyens de production**, c'est à dire les entreprises, les machines (le capital) tandis que le prolétariat ne possède que sa force de travail (son temps et son énergie).

Pourquoi les intérêts des prolétaires et des capitalistes sont si opposés ?

Les capitalistes cherchent à augmenter leurs profits en diminuant le salaire des ouvriers ou en augmentant les cadences de la production tandis que les ouvriers cherchent à améliorer leurs conditions de travail (diminution du rythme de travail, diminution du temps de travail et hausses de salaires).

Les capitalistes peuvent diminuer le salaire des ouvriers ou du moins ne pas l'augmenter jusqu'au 19ème siècle, dans les villes, ils peuvent compter sur la présence d'une main d'œuvre nombreuse et au chômage disponible pour travailler (ce que K. Marx appelle « l'armée de réserve »). Si les ouvriers se révoltent, leur employeur pourra les remplacer.

Pourquoi K. Marx considère que les prolétaires sont exploités ?

Soumis aux capitalistes, les ouvriers n'ont d'autres choix que de subir des conditions de travail difficiles (odeurs, bruits dérangeants, travail physique et pénible). Les accidents du travail sont nombreux. Les ouvriers doivent d'accepter des salaires qui leur permettent juste de subvenir à leurs besoins primaires (manger, se loger). Les ouvriers sont contraints d'envoyer leurs enfants (dès 6-8 ans) à l'usine pour augmenter le revenu du ménage.

K. Marx nomme d'ailleurs les ouvriers des « **prolétaires** » (du latin *proles* signifiant les descendants, les enfants) soulignant que pour survivre les ouvriers n'ont d'autres choix que de compter sur le travail de leurs enfants.

Pourquoi K. Marx dit que les prolétaires forment une classe en soi ?

Une classe en soi regroupe des individus qui partagent de nombreuses caractéristiques communes. Le fait que les ouvriers connaissent les **mêmes conditions de vie**, et soient **exploités**, amène K. Marx à parler d'eux comme formant une « classes en soi ».

Les prolétaires forment-ils seulement une classe en soi ?

Non, pour K. Marx, les prolétaires ont dépassé le stade de la classe en soi et sont devenus une classe pour soi.

Qu'est-ce qu'une classe pour soi ?

Une classe pour soi est un groupe d'individus qui partagent un **sentiment d'appartenance**, qui développent un sentiment de **solidarité**, de **fraternité** entre eux. Ils ont le sentiment d'appartenir à un même ensemble.

Comment un groupe d'individus peut devenir une classe pour soi ?

Grâce au travail en commun dans les usines, les ouvriers sont censés se rapprocher. Puis grâce aux intellectuels dont K. Marx, aux syndicats et aux partis politiques, les prolétaires sont censés comprendre qu'ils partagent des intérêts communs (être exploités par les bourgeois) et ainsi acquérir une **conscience**

de classe. Cela signifie que les prolétaires vont partager un **sentiment d'appartenance** à la même classe sociale.

Avec cette conscience de classe, les prolétaires vont pouvoir **se mobiliser, agir collectivement** pour améliorer leurs conditions de vie. Pour lui, le **conflit** entre ces deux classes sociales est inévitable. C'est ce que K. Marx nomme la « **lutte des classes** ».

Comment se déroule cette lutte des classes entre prolétaires et bourgeois ?

Chaque classe sociale aura ses armes dans cette lutte :

- Les prolétaires utiliseront la **grève** (soit la suspension du travail) afin d'arrêter la production. Ces grèves sont cependant durement réprimées (la police n'hésitant pas à tuer les ouvriers qui se révoltent comme à Fourmies en 1891). Puisque les jours de grève ne sont pas payés, les ouvriers mettent également en place des **caisses de grève**, des caisses où les ouvriers ayant des revenus supérieurs donnent de l'argent à destination des grévistes.
- Les bourgeois possèdent eux les **ressources économiques, sociales et politiques** :

Au 19^{ème} siècle, le **pouvoir économique** (la richesse) entraîne la possession du **pouvoir politique** et du **pouvoir social** (prestige). C'est pour cela que K. Marx définit les classes sociales à partir du domaine économique car pour lui le domaine économique est prépondérant.

En effet avant l'avènement du suffrage universel, le **suffrage censitaire** empêchait les plus modestes de voter et même d'être élu. Pour voter ou se présenter, il fallait en effet payer un impôt (appelé le cens) que seuls les plus aisés pouvaient payer. De plus mener une campagne électorale coûte cher. Le pouvoir politique appartenait donc à une minorité bourgeoise. Les hommes politiques étaient donc des bourgeois qui votaient des lois dans l'intérêt de leur classe sociale (ex : la grève et les syndicats ont longtemps été interdits).

Enfin le pouvoir économique permettait à certains capitalistes de mener des œuvres de bienfaisance, de philanthropie comme le financement de la construction de logements pour les ouvriers, d'installations sportives, d'écoles et de crèches. Ces installations avaient pour but d'adoucir mais aussi de contrôler la vie des ouvriers (afin d'éviter toute grève de leur part).

Eugène Schneider est un exemple parfait : possédant une entreprise au Creusot, il était également philanthrope, homme politique et maire de cette ville.

Activité : Les ouvriers, une classe pour soi

A l'aide des extraits du documentaire *Retour à Reims* (2021) de Jean-Gabriel Périot, compléter le tableau ci-dessous :

La scolarité	Les relations sociales	Les conditions de travail	Les conditions de vie	Les opinions politiques
Les études longues (après 14 puis 16 ans) pour les enfants de la classe ouvrière sont impensables. La scolarité s'arrête tôt pour aller travailler à l'usine et pourvoir aux besoins de la famille. Cela a pu être vécu comme une injustice. Impossibilité d'aider leurs enfants. Les enfants d'ouvriers pouvaient ne pas savoir lire ni écrire.	- Les relations avec les ouvriers : une forte sociabilité ouvrière avec leur proximité dans le monde du travail et qui se développe ensuite au bar. - Aucune (ou peu) de relations avec les membres de la bourgeoisie (étanchéité entre ces 2 mondes). Lorsqu'il y a interaction (ex : une domestique avec sa patronne), rapport hiérarchique et risque d' humiliation . - des relations amoureuses entre enfants d'ouvriers. Rencontre lors des bals populaires assurant une homogamie/endogamie sociale. Mariage entre enfants d'ouvriers (mais mariage entre un ouvrier et une femme au foyer ou un ouvrier et une employée).	Un travail manuel, peu considéré, invisible (femmes de ménage), difficile (à l'usine). Des gestes répétitifs. Le rythme intense, la cadence difficile à tenir sur la chaîne. Un corps abimé. Impact sur l'espérance de vie. Un corps qui témoigne de l'existence des classes sociales. La chaleur et le bruit. Des horaires difficiles : les « 3x8 » ou peu de pauses. Espace surveillé et contrôlé par les supérieurs.	Pauvreté et misère Santé : consommation et conduite à risque (les cigarettes). Espérance de vie plus faible. Alimentation : des privations (fruits, légumes), faute d'un pouvoir d'achat suffisant. Logement : étroite, spartiate, sans salle de bains. Vie dans des quartiers ouvriers, populaires. Ségrégation sociale et spatiale.	L'ouvrier est communiste. Il adhère et vote au Parti communiste français (PCF). Cette adhésion est liée à la prise de conscience de ses intérêts de classe . Le PCG défend les intérêts de la classe ouvrière. Le PCF un porte-parole puissant, visible de la classe ouvrière qui fait exister la classe ouvrière. Une culture politique commune, un vocabulaire politique commun : celui de la lutte des classes. Un chant de ralliement : l'internationale .
Auto-élimination scolaire.				
Cette absence de qualification condamne l'enfant d'ouvrier au même « destin » que leurs parents.				
Les enfants de la bourgeoisie suivaient un tout autre parcours...				
Forte reproduction sociale.				

2. L'analyse des classes sociales de M. Weber

M. Weber propose une autre analyse de la structure sociale.

Il propose tout d'abord une **analyse économique**. Il distingue **3 classes sociales** (les classes privilégiées, les classes non privilégiées et une classe moyenne, intermédiaire entre les deux) **stratifiées** les unes par rapport aux autres.

M. Weber définit les classes sociales par le niveau de possession (de biens, de services, de propriétés) des individus, leur style de vie (ex : leur consommation, l'accès aux biens culturels...). Les individus qu'ils regroupent dans ces classes sociales n'ont pas nécessairement un sentiment d'appartenance, une conscience de classe. Sans cette conscience de classe, les classes sociales sont rarement en conflit entre elles.

Contrairement à K. Marx, M. Weber sépare les sphères économique, sociale et politique. Posséder des revenus élevés (appartenir à la classe privilégiée) ne garantit pas forcément de détenir un pouvoir politique ou un prestige social. Les 3 sphères sont indépendantes les unes des autres. Un individu peut être dominant dans l'une de ces sphères sans être dominant dans les autres.

Il propose donc, en plus d'une analyse en termes de classes sociales (sphère économique), une analyse en termes de **prestige** et d'honneur. M. Weber tient compte du prestige des individus et les classe selon leur niveau de prestige dans des « **groupes de statut** ».

Il propose enfin une analyse en termes de détention du **pouvoir politique**, la capacité d'un individu d'intégrer un parti politique, d'y jouer un rôle important, voire d'accéder à des fonctions politiques.

Certaines personnes possèdent en effet, dans la société, un prestige, une reconnaissance sociale grâce à leurs actions. Ex : l'Abbé Pierre, prêtre, qui a consacré sa vie à aider les sans-abris, les plus pauvres, a notamment créé Emmaüs. Cet homme ne peut pas être considéré comme appartenant à la classe privilégiée car il n'avait pas de revenus élevés. En revanche, il est extrêmement connu et possède une aura, un prestige, une reconnaissance sociale dans l'ensemble de la société française.

2^{ème} partie : Quelles sont les grandes évolutions de la société française depuis 1950 ?

La France a connu cinq évolutions majeures concernant la population active depuis 1950 : une féminisation de la population active, un essor du salariat, une montée des qualifications de la population active et une modification de la structure socioprofessionnelle (dont une tertiarisation).

A. La France a connu une salarisation de la population active

Le **salarié** est celui qui est soumis, par un lien de subordination à un employeur. Ce dernier lui donne des ordres à suivre en termes d'horaires, de missions à effectuer. Les travailleurs non soumis à un lien hiérarchique sont des **indépendants**.

Auparavant le statut d'indépendants était répandu (dans le secteur agricole et dans l'artisanat par exemple avec de nombreux petits commerces comme boulanger, charcutier, cordonnier, épicer...). Ce statut devient aujourd'hui rare avec la disparition des paysans, et des petits commerçants et artisans. Certains sociologues ont parlé de l'avènement d'une « **société salariale** » pour qualifier cette évolution. Le salariat devient en effet dominant avec l'essor des entreprises dans le secteur industriel (automobile, construction) puis dans les services (grande distribution, santé, éducation, banque et assurance).

Le salariat est attaché à un ensemble de **droits sociaux** protégeant les travailleurs contre une série de risques sociaux : l'assurance maladie, l'assurance chômage, l'assurance en cas d'accidents du travail. L'ensemble de ces droits protégeant des risques sociaux est appelé **sécurité sociale**.

B. La France a connu une tertiarisation de la population active

Il existe 3 grands secteurs dans l'économie : le **secteur primaire** (regroupant les activités d'extraction de ressources naturelles comme la pêche et l'agriculture), le **secteur secondaire** (regroupant les activités de transformation de ressources naturelles en produits comme la construction automobile) et enfin le **secteur tertiaire** regroupant les activités de services (la distribution, l'enseignement, la santé).

Au début du 20^{ème} siècle, l'agriculture représentait une part importante de la population active. Puis cette part diminuée au fil du temps à cause du **progrès technique** remplaçant les travailleurs dans les champs par des machines.

Le secteur industriel fut important jusque dans les années 1970 avant de connaître un déclin comme les fermetures de mines, d'usines de métallurgie, d'automobiles et enfin de textile à cause de **délocalisations** (soit le transfert de ces usines dans d'autres pays où la main d'œuvre est moins chère). Nous l'observons au sein de la population active : **trois catégories** socio-professionnelles ont connu un relatif **déclin** : les agriculteurs, les artisans, commerçants et les ouvriers

Depuis les années 1970 c'est le secteur tertiaire qui est en plein essor. On parle de **tertiarisation**.

Nous l'observons au sein de la population active : deux **catégories** ont connu un **essor** : les employés et les cadres davantage présents dans le secteur des services.

C. La France a connu une féminisation de la population active

La hausse du taux d'activité des femmes s'explique notamment par le déclin du modèle de la « femme au foyer » et du « *male breadwinner* » (l'homme gagne-pain). Les associations féministes s'étant battu pour les droits des femmes (législation de la pilule et de l'avortement) leur ont permis de gagner en indépendance et de pouvoir mener des études et des carrières professionnelles.

Cette féminisation des emplois s'explique aussi par l'essor de certains services (comme la santé et l'éducation, la grande distribution) recrutant plus fortement des femmes. Cet accès accru au marché du travail permet une indépendance financière et une plus forte égalité avec les hommes. Cependant cette féminisation s'est portée sur certains secteurs plus que d'autres : la santé et l'éducation (les métiers du soin) et des postes à moindre responsabilité (plafond de verre) et plus souvent à temps partiel.

D. La France a connu une élévation du niveau de qualification de la population active

Un niveau de qualification plus élevé signifie qu'une partie toujours plus importante de la population sort de l'école plus diplômée. Nous pouvons expliquer cette montée de la qualification par de nombreuses réformes visant à allonger la durée des études au cours du 20ème siècle qui a mené à ce que certains sociologues ont nommé la « **massification scolaire** ». Ex : En 1959, la durée de la scolarisation obligatoire s'allonge et passe à 16 ans. Deux réformes, l'une en 1968 (création des baccalauréats technologiques), l'autre en 1985 (création des bacs professionnels) ont augmenté le nombre de bacheliers. Enfin l'accès à l'université s'est également ouvert depuis les années 1970.

Un des objectifs visés était d'améliorer la qualification des travailleurs afin d'améliorer la productivité des travailleurs à une époque où le progrès technique se répandait et nécessitait des travailleurs qualifiés.

Puisque la population a un niveau d'études plus important, on a noté depuis les années 1970 une **élévation du niveau de qualifications de la population active** : c'est-à-dire que la part des travailleurs qualifiés (cadres) a augmenté avec des emplois plus nombreux dans les services comme la santé et l'enseignement. A l'inverse certaines professions peu diplômées et moins qualifiées ont connu un déclin (disparition d'emplois ouvriers dans l'industrie, dans les mines...).

3^{ème} partie : les classes sociales sont-elles encore pertinentes, aujourd’hui, pour analyser la structure sociale ?

L’analyse en termes de classes sociales a été utilisée au XIX^e siècle par K. Marx, M. Weber et également au XX^e siècle. Cependant la France a connu de nombreuses **évolutions** (2^{ème} partie) depuis et cela pose la question de l’existence ou non des classes sociales aujourd’hui.

A) Les classes sociales ne semblent plus être aussi pertinentes pour analyser la structure sociale

• La classe ouvrière semble avoir disparu

- Nous pouvons noter un **déclin du secteur industriel** (**désindustrialisation**) à partir des années 1970. Or les ouvriers occupaient principalement des emplois dans le secteur industriel (comme dans les mines, la construction navale, la construction automobile, la métallurgie). La CSP « ouvrier » a donc **connu un déclin** et les ouvriers ont été fortement touchés par le **chômage**. Les ouvriers représentaient environ 40% de la population active en 1970, ils ne représentent aujourd’hui que 25% environ de la population active. Cette forte diminution a affaibli la classe ouvrière.
- La classe ouvrière avait également ses représentants : le Parti Communiste Français – **PCF** et un syndicat (la **CGT**). Dans les années 1950-1960 ces deux organisations connaissaient des succès électoraux mais ce n’est plus le cas depuis les années 1980-1990. **L’affaiblissement des représentants des ouvriers** a affaibli la capacité des ouvriers à se mobiliser, et à être vu. **Les ouvriers ont été invisibilisés**, d’où une impression que la classe ouvrière a disparu.

▪ La diminution des distances inter-classes a atténué les conflits sociaux

De 1950 à 1975, la France a connu une période de prospérité (les Trente glorieuses) permettant un **processus de moyennisation** qui a diminué les **distances entre classes sociales** aussi appelées **distances interclasses**.

- Alors que K. Marx insistait sur l’existence de deux classes sociales opposées, H. Mendras a montré que la structure sociale de la France prenait durant les 30 glorieuses la forme d’une **toupie** du fait de l’émergence d’une **constellation centrale** située entre les plus pauvres et l’élite (**phénomène de moyennisation**). Cette théorie contredit la théorie de K. Marx.
- Ce processus de moyennisation s’explique par la forte croissance économique des **30 Glorieuses** durant laquelle de nombreux ouvriers qui étaient auparavant pauvres ont bénéficié de hausses de revenus. Les économistes notent une baisse des inégalités au sein de la société française. **Le salaire des ouvriers a effet rattrapé en partie le salaire des cadres**. Ils ont ainsi pu avoir accès à un nouveau mode de vie, de consommation les rapprochant des cadres (ex : accès à des loisirs, partir en vacances, se loger dans un logement plus spacieux, voire accès à la propriété).
- De même **l’accès à l’école s’est généralisé** à l’ensemble de la population. Alors que les ouvriers sortaient de l’école rapidement (sans diplôme) par rapport aux enfants de la bourgeoisie, un ensemble de lois scolaires a ouvert l’école et le baccalauréat aux enfants d’ouvrier (réformes de

1959, 1968 et 1985). Ce processus de **massification scolaire** a ainsi réduit l'écart qu'il y avait entre les ouvriers, les cadres et leurs enfants.

■ L'augmentation de distances intra-classes a fragilisé la classe ouvrière

- L'unité de la classe ouvrière a été remise en cause du fait de distances intra-classes :

Tout d'abord des distances intra-classes sont apparues avec le **processus d'individualisation**.

Le processus d'individualisation est un processus par lequel les individus affirment leur autonomie par rapport aux groupes. Auparavant appartenir à la classe ouvrière déterminait sa vie : ses conditions de travail, son cercle d'amis (les ouvriers avaient des amis ouvriers), son mariage (les enfants d'ouvriers se mariaient avec des enfants d'ouvriers), son habitat (les ouvriers vivaient dans un quartier ouvrier).

Le processus d'individualisation a remis en cause l'influence de la classe sociale sur l'existence des individus et sur la manière dont ils se définissent.

- Nous avons constaté que les **facteurs de différenciation (ou d'individualisation)** se sont multipliés. Cela a pu fragiliser la classe ouvrière puisqu'auparavant ces individus, même s'ils étaient différents, se définissaient tout d'abord par le fait d'être ouvrier. L'identité ouvrière les unissait. Ce n'est plus le cas et nous pouvons même constater l'existence d'**oppositions entre ouvriers**.

- Ex : une ouvrière aujourd'hui peut davantage se mobiliser pour demander une égalité de salaire avec les hommes que pour la défense de la classe ouvrière. Elle pourra se sentir plus proche d'autres **femmes** (cadres) plutôt que d'ouvriers (**hommes**).
- Une autre séparation oppose les **jeunes ouvriers** aux **anciens ouvriers**. Les jeunes ouvriers sont plus diplômés que les anciens ouvriers. Les jeunes pensaient pouvoir éviter le travail à l'usine, pour eux il s'agit d'une déception, d'un échec vécu comme un déclassement (~~fierté d'être ouvrier~~). Dès lors ils n'ont pas envie de s'allier avec les anciens ouvriers, de se syndiquer comme eux etc. N'étant pas fiers de leur identité, ils n'ont aucune envie de lutter pour celle-ci.
- Enfin une 3^{ème} séparation au sein des ouvriers est apparue : certains ouvriers sont sensibles aux idées de l'extrême droite (**xénophobie, rejet des étrangers**) et dévalorisent les ouvriers immigrés et leurs enfants pour se rehausser et gagner en estime de soi. Pour eux, la menace n'est plus le patron, l'employeur mais l'étranger.

Pour toutes ces raisons, le **sentiment d'appartenance** à une même classe a **disparu** au sein de la classe ouvrière.

B) Les classes sociales restent tout de même pertinentes pour décrire la société française

▪ La classe ouvrière n'a pas disparu mais elle a évolué

Pour de nombreux sociologues, il ne faut plus parler de « classe ouvrière » mais cela ne signifie pas qu'il n'existe plus aucune classe sociale. Au contraire, les sociologues ont proposé de nouvelles analyses en termes de classes sociales.

- Certains sociologues considèrent que les **classes populaires** (les employés + les ouvriers non qualifiés + employés non qualifiés) forment une nouvelle classe sociale car ses membres partagent de nombreuses caractéristiques communes. Elles sont **hétérogènes** (jeunes et plus âgées, hommes et femmes, immigrées ou non) mais unies par une position de dominés. Au lieu d'être divisées, elles pourraient dans le futur s'unir.
- Tout d'abord dans le **domaine économique**, ces classes populaires partagent le fait d'avoir un **faible capital économique** (faibles revenus, pas d'accès à la propriété : logements/maison) ce qui peut se traduire par des privations en termes de consommation et de loisirs. Ensuite ils possèdent un faible **capital culturel** (niveau de diplôme, rapport distant à la culture comme théâtre, musée, opéra, livres savants...). Ces catégories populaires sont des individus en situation de **précarité**, c'est-à-dire d'**insécurité** dans leur vie quotidienne et ont des difficultés à se projeter dans le futur.

▪ Les classes populaires : de nouvelles classes en soi ?

Les **classes populaires** comme le terme l'indique sont **hétérogènes** : cela signifie qu'elles partagent des caractéristiques communes mais qu'il existe des différences qui empêchent tout sentiment d'appartenance, identification subjective au groupe. Les classes populaires ne forment donc pas une classe pour soi mais en une **classe soi**. Il existe en effet de nombreuses inégalités dont ces classes populaires sont victimes :

- **Inégalités face à l'emploi** : les classes populaires (employés + ouvriers) sont davantage touchées par le **chômage** (que les cadres). Même lorsqu'ils ont un emploi, elles sont davantage touchées par des **formes d'emploi atypiques** : CDD et intérim. Ces classes populaires connaissent donc une certaine **insécurité professionnelle**. Ces difficultés professionnelles se traduisent en **inégalités de revenus**.
- **Inégalités en termes de santé** : l'espérance de vie est en effet plus faible pour les membres des classes populaires que les cadres. Cela peut s'expliquer par des revenus plus faibles empêchant un accès aux soins fréquents (notamment de prévention) ou des conditions de travail plus difficiles.
- **Inégalités face à l'école** : les enfants des classes populaires ont, en moyenne, plus de chances de connaître des parcours scolaires difficiles : redoublements, abandons précoces, études courtes tandis que les enfants de cadres connaissent moins ce type de parcours scolaire et poursuivent leurs études plus longtemps.
- Dernier indicateur et preuve de cette proximité entre les classes populaires : ouvriers et employées se marient souvent ensemble (**homogamie sociale**).

▪ La bourgeoisie reste encore et toujours une classe en soi et pour soi

- Certains sociologues ont montré qu'elle existait encore et qu'elle formait toujours **une classe en soi et pour soi**. Contrairement aux classes populaires, la bourgeoisie réunit un fort niveau de **capital économique**, de **capital culturel** et **social**. Les membres de la bourgeoisie cumulent ces 3 capitaux, il ne suffit donc pas d'avoir des revenus élevés pour être bourgeois. Ces éléments font de la bourgeoisie une classe en soi.
- Mais la bourgeoisie réussit encore à entretenir un **sentiment d'appartenance** entre ses membres : les bourgeois peuvent se reconnaître entre eux. Cela passe par le goût, un goût qui distingue et qui classe (la proximité avec la culture savante, un niveau de langage soutenu, des vêtements raffinés...). La bourgeoisie entretient ce sentiment d'appartenance par des réseaux, des **liens de sociabilité** comme les rallyes surveillés afin de former un entre-soi. Les enfants de la bourgeoisie sont par exemple scolarisés dans les mêmes écoles (en général privées).
- Les membres de la bourgeoisie pratiquent une forme d'**auto-ségrégation** sociale dans le sens où ils choisissent leur lieu d'habitation en fonction d'autres membres de la bourgeoisie.
- L'appartenance à la bourgeoisie se transmet notamment par l'**histoire familiale** : en effet les grands-parents voire les ancêtres ont pu être des personnages célèbres, ayant marqué l'histoire. Le passé, l'histoire familiale est transmise aux nouvelles générations afin que les enfants entretiennent cet héritage. Cela conforte le **sentiment d'appartenir à une élite**.
- Enfin la bourgeoisie est également marquée par une forte **homogamie sociale**.

Conclusion :

Ainsi la question de savoir si les classes sociales sont encore pertinentes aujourd'hui était à poser car de nombreuses évolutions ont marqué la France ces 50 dernières années. La classe ouvrière a ainsi disparu en tant que telle du fait d'évolutions comme la tertiarisation, le **déclin du secteur industriel**, l'existence de **clivages au sein des ouvriers** et des **processus de moyennisation** puis d'**individualisation**. Les ouvriers ont cessé de se penser comme membres d'une même classe sociale (**perte de l'identification subjective** au groupe ouvrier) aussi du fait de **distances interclasses plus faibles** et au contraire de **distances intra-classes plus fortes**. L'affaiblissement des représentants des ouvriers a aussi contribué à leur **invisibilisation** dans le débat médiatique.

Cependant les ouvriers n'ont pas disparu, ils existent encore ! Pour certains sociologues, la classe ouvrière a laissé place aux **classes populaires** (employés et ouvriers). Ces derniers formeraient toujours une **classe en soi** du fait de nombreuses inégalités en leur défaveur. La bourgeoisie existe encore et forme toujours une **classe en soi et pour soi**. Ainsi nous pourrions dire que le schéma de M. Weber en 3 classes sociales est encore d'actualité : les classes populaires (classe non privilégiée), une classe moyenne (intermédiaire) et enfin une classe privilégiée (la bourgeoisie) formant une classe en soi et pour soi au sens de K. Marx.